

dehors de la Fonction publique. Il s'agit d'un jeune agriculteur bilingue de l'Est de l'Ontario.

● (1450)

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Il avait déjà acquis une certaine expérience au sein de la Société du crédit agricole. Il est effectivement agriculteur. Pour ma part, j'estime que c'est une innovation. Je veux que la Société de crédit agricole soit administré de façon satisfaisante. Nous avons besoin de preuves concrètes de certains méfaits et nous ne pouvons pas nous contenter de simples rumeurs.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES POSTES

LA GRÈVE À OTTAWA—DEMANDE D'EXPOSÉ DE L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Postes. Peut-il dire à la Chambre si l'on s'occupe de mettre fin à l'arrêt de travail illégal et préjudiciable qui se poursuit au bureau de poste d'Ottawa?

Une voix: Bonne question, Lloyd.

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'annoncer au député que l'arriéré qui s'était accumulé la semaine dernière sera bientôt liquidé. On attend aujourd'hui 400,000 chèques du RPC qu'il faudra manutentionner. Il nous a malheureusement fallu pour cela embaucher d'autres employés occasionnels, mais seulement après beaucoup d'hésitation. Près de 250 employés réguliers s'occupent actuellement d'acheminer le courrier. Nous espérons que les rencontres que nous tentons d'avoir avec la section locale du syndicat pourront se tenir à brève échéance afin de résoudre le problème.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

MESURES VISANT À ENRAYER LA FUIITE DE CAPITAUX VERS LES ÉTATS-UNIS—LES RAISONS POUR LESQUELLES LES PROMOTEURS IMMOBILIERS REFUSENT D'INVESTIR AU CANADA

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les nouvelles alarmantes persistent au sujet de l'exode massif de capitaux de particuliers ou de sociétés du Canada vers les États-Unis, par exemple les millions de dollars que des Canadiens investissent dans l'immobilier ou dans les secteurs de la fabrication ou des banques en Floride. Les États-Unis encouragent ouvertement des entreprises montréalaises ou torontoises à aller s'y établir. Ils y réussissent dans une certaine mesure, car les entreprises industrielles et commerciales ne peuvent vraiment pas survivre dans le climat canadien actuel. J'aimerais savoir si le ministre des Finances envisage des

Questions orales

rencontres avec le milieu des affaires pour tenter de mettre un frein à cet exode de capitaux et d'entreprises, ou s'il songe à présenter un nouveau budget pour tâcher de remédier à cette grave situation.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je rencontre régulièrement les représentants des gouvernements provinciaux et les dirigeants des milieux d'affaires. L'honorable représentant a posé deux questions. La première a trait aux modifications budgétaires. Je lui rappelle que le budget du 31 mars comportait des changements opérés en faveur du secteur des entreprises représentant une valeur de plus de 700 millions de dollars. Cela crée un climat favorable, je crois, combiné avec les changements opérés au chapitre des dividendes et des crédits d'impôt à l'égard des investissements dans des entreprises au Canada.

Pour ce qui est de l'inflation du Canada, en effet, c'est un problème qui se pose encore. La compétitivité de l'industrie canadienne nous cause de grandes inquiétudes et c'est pour cette raison que nous continuons de mettre l'accent sur la restriction des hausses des coûts au Canada.

M. McKenzie: Monsieur l'Orateur, le nombre de chômeurs se situe entre un million et un million et demi. L'industrie de la construction est dans le marasme. Les promoteurs immobiliers au Canada ont versé cette année 2 milliards et demi de dollars dans l'immobilier aux États-Unis. Les promoteurs immobiliers canadiens sont en train d'aménager 17 complexes importants aux États-Unis. Pour toutes ces raisons, le ministre pourrait-il organiser des rencontres avec les promoteurs immobiliers du pays pour savoir pourquoi ils ne veulent pas investir au Canada?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, la conclusion la plus évidente serait qu'à l'heure actuelle—et je ne prends pour exemple que ma propre localité—il y a un excédent appréciable de capacité commerciale dans le pays. Il est évident que dans ces conditions, il est absurde d'investir davantage.

M. Hnatyshyn: C'est tout comme la dépression.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES PENSIONS DES CHEMINOTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre du Travail. Comme trois ans se sont écoulés depuis que le ministre a chargé M. Noel Hall de préparer un rapport sur les pensions des cheminots, et comme à la suite de ce rapport le salariat et le patronat n'ont rien fait pour les cheminots déjà retraités, le ministre nous dirait-il quand il compte annoncer que ce que le gouvernement compte faire pour augmenter la pension de ces retraités?